

04 mars, 1935

Jugements sur la Syrie et le Liban

II

Une conclusion de M. Candace. – L'intervention souhaitable. - Les fonctionnaires français. - De l'impérieuse nécessité d'une méthode

A côté de l'étude de M. Bastid, on peut ranger, mais sur le plan économique, celle d'un autre Français et d'un autre parlementaire, M. Gratien Candace. De cette étude, ne retenons ici que la conclusion :

« Si la progression palestinienne continuait, en même temps que la régression syrienne, il serait du devoir de la puissance mandataire d'améliorer, rapidement, par tous moyens appropriés, l'économie de la Syrie et celle du Liban ».

Ainsi, les deux hommes sont d'accord sur ce point : au malaise politique et économique de la Syrie et du Liban, la puissance mandataire seule peut apporter une solution. Et ils réclament tous deux son intervention.

Mais cette intervention, quelle sera-t-elle ? Peu nous importe à présent. Nous ne demandons pas à la France d'être infaillible. Nous lui demandons de vouloir. Nul ne lui en voudrait de tenter, d'éprouver, quitte, si son expérience échouait, à reconnaître qu'elle s'est trompée et à repartir dans une autre direction. Mais le pays peut légitimement s'impatienter de constater qu'on n'apporte aucun remède résolu à son marasme.

Qu'il sente seulement dans les manifestations du Mandat la conscience lucide du mal et la volonté obstinée d'en venir à bout et un des facteurs essentiels du redressement aura été obtenu : la confiance.

Une fois de plus, nous nous voyons ramener à cette importante question de méthode, qui déjà fourni le sujet de maints de nos articles.

Nous n'insisterons jamais assez sur la nécessité d'une méthode et d'une doctrine, en matière politique comme en matière économique, qui ont fait le plus défaut au Mandat. Et là, on peut ne point partager l'avis de M. Bastid qui voudrait voir renouveler par la France certains de ses cadres administratifs. Le changement que nous réclamons n'est pas nécessairement un changement de personnes.

Nous savons, tout le monde sait, quelle a été l'œuvre du personnel administratif français en Syrie et au Liban. Dans toute l'étendue des pays de Mandat, certains fonctionnaires ont bien souvent fait preuve d'une compétence remarquable, d'un zèle, d'un dévouement et même d'un sens psychologique très heureux. Mais ces efforts modestes, et qui n'en sont pas

moins méritoires pour cela, sont parfois voués à rester inutiles parce qu'il n'y a point de principe directeur pour les coordonner et les faire tendre vers le même but.

Tous ces Français en contact permanent avec le pays connaissent ses besoins et ses aspirations. En serions-nous où nous en sommes si leur avis était toujours écouté et suivi ?

Ce n'est pas donc pas un renouvellement des cadres administratifs dont ce pays a besoin, mais bien plutôt d'un renouvellement des méthodes qui ont présidé à son gouvernement.

En matière économique et là nous rejoignons M. Candace, la parité avec la Palestine, c'est-à-dire en fait avec l'économie de tous les pays voisins, est une nécessité inéluctable. Tant que nous ne parvenons pas à résoudre ce problème, nous continuerons à offrir des primes officielles à la contrebande et à anémier toute notre vie commerciale.

On tournera beaucoup autour de la question : on ne l'atteindra que là.

En matière politique, l'expérience quotidienne nous apporte tous les jours des marques nouvelles de tous les inconvénients du système de dictature actuellement en vigueur. La responsabilité est pratiquement perdue. Cet admirable contre- poids qu'était la Chambre n'existe plus.

Quant à l'Exécutif libanais, il renouvelle à l'égard du Monopole le geste élégant de Ponce- Pilate et laisse aux prises le Mandat et le pays. Par contre il s'occupe passionnément de faire d'un agent de police un brigadier, de nommer un neveu contrôleur à la banderole, un cousin Caïmacam, un ami économiste. Pour lui, toute la politique se résume dans des nominations et des révocations de moukhtars et de gardes- champêtres. Et comme, par ailleurs, le Mandat ne peut consacrer tout son temps, toute son activité et tous ses efforts à des questions de cet ordre, il en résulte une absence totale des responsabilités et l'état d'anarchie gouvernementale dans lequel nous nous trouvons.

Ne croit-on pas qu'il est grand temps de mettre fin à toutes les lacunes, les absurdités et les iniquités du régime ?

Notre situation est étrange : le peuple ne cesse de manifester son mécontentement et sa nervosité ; il n'y a plus personne pour oser soutenir que le maintien de l'état actuel est souhaitable ; le gouvernement lui-même reconnaît qu'il ne vaut rien. L'unanimité est faite : il faut repartir sur des bases nouvelles et solides.

Et l'on hésite encore à sauter.